



## Assemblée générale

Distr. générale  
3 septembre 1998  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-troisième session

Point 113 de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions relatives aux droits de l'homme :**

**Questions relatives aux droits de l'homme,  
y compris les divers moyens de mieux assurer  
l'exercice effectif des droits de l'homme  
et des libertés fondamentales**

### Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

#### Note du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 51/92 du 12 décembre 1996, l'Assemblée générale a prié le Rapporteur spécial de lui soumettre, à sa cinquante-troisième session, un rapport d'activité sur la situation dans le monde en ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, assorti de ses recommandations en vue de l'adoption de mesures plus efficaces pour lutter contre ce phénomène.
2. Dans sa résolution 1998/68 du 21 avril 1998, la Commission des droits de l'homme a décidé de proroger de trois ans le mandat du Rapporteur spécial. Le 31 mai 1998, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, M. Bacre Waly Ndiaye (Sénégal), a démissionné afin de prendre ses nouvelles fonctions de Chef du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à New York. M. Bacre Waly Ndiaye avait été nommé Rapporteur spécial en 1992, suite à la démission de M. Amos Wako (Kenya).
3. Le 12 août 1998, après avoir tenu des consultations avec le Bureau, le Président de la Commission à sa cinquante-quatrième session, M. Jacob Selebi, a décidé de nommer Mme Asma Jahangir (Pakistan), une juriste possédant une expérience approfondie des questions relatives aux droits de l'homme, Rapporteur spécial de la Commission sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Le 26 août 1998, Mme Asma Jahangir a écrit au Président de la Commission pour l'informer qu'elle avait décidé d'accepter sa nomination en qualité de Rapporteur spécial.

---

\* A/53/150.

4. Eu égard au fait que le nouveau Rapporteur spécial vient à peine d'être nommé, l'Assemblée générale ne sera pas saisie, à sa cinquante-quatrième session, d'un rapport d'activité sur la situation dans le monde en ce qui concerne les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Le Rapporteur spécial a l'intention de faire rapport à la Commission à sa cinquante-cinquième session, comme celle-ci le lui a demandé dans sa résolution 1998/68.

---